



Abonnement
Payable d'avance
CANADA
1 an, \$2 : 6 mois \$1.00
MONTREAL ET BANLIEUE
(par la poste)
1 an \$2.50 ; 6 mois 1.25
ÉTATS-UNIS
ETRANGER (Union postale)
1 an, 2.25 ; 6 mois 1.25
Un numéro, 5 sous

Pour la patrie

Sous la rubrique *ce qu'il faut faire pour notre patrie*, nous écrivions, le 8 mars 1919 :

“Les étrangers de France ou de Belgique qui viennent nous visiter, les observateurs qui scrutent les éléments de toutes choses et savent, à l'aide de l'histoire, prédire l'avenir, ne manquent pas de déclarer qu'il n'y a que deux issues possibles dans l'impasse où les Canadiens français ont été placés par la victoire de Wolfe sur Montcalm : ou nous serons absorbés par la race anglo-saxonne, qui, depuis une trentaine d'années, grâce à sa majorité et à sa morgue toujours grandissantes, nous subjugué et nous presse jusqu'au point de gouverner brutalement à Ottawa, sans tenir compte des droits de la minorité ; ou, secouant notre apathie, brisant nos chaînes, ramassant nos forces pour repousser ces despotes, nous lèverons et nous réclamerons hardiment et loyalement, sous la couronne d'Angleterre, notre autonomie, et nous donnerons à notre âme, encore tout pleine de l'esprit essentiellement régénérateur et civilisateur de l'Évangile, un horizon jusqu'ici inconnu, un idéal qui paraît nous échapper et que nous n'entrevoions plus qu'à de rares intervalles.

“Souligner seulement cette alternative devrait suffire pour décider tous nos compatriotes à prendre la dernière voie et à la suivre jusqu'au bout.”

Cette idée avait enthousiasmé un grand nombre de nos compatriotes. On y avait vu à bon droit le moyen de sauver notre race de l'assimilation anglo-saxonne.

La presse anglaise, en général, comme on devait s'y attendre, s'en émut et M. Guin qui tenait alors, comme aujourd'hui, à ne pas trop lui déplaire, parce que probablement il caresse toujours l'espoir d'aller sur l'arène politique fédérale et de son intérêt de se déclarer publiquement, à la législature, en faveur du maintien de la Confédération. Ca n'empêche qu'en dépit de son prestige comme premier ministre, il aurait été renversé sur cette question très importante par ses propres partisans politiques, s'il n'avait au préalable manœuvré dans les coulisses parlementaires pour obliger le député de Lotbinière à n'exiger de la chambre qu'un débat académique sur sa motion.

Et la question devient chaque jour d'une plus grande actualité. Le problème des races, au Canada, reste ouvert, et il est urgent d'en apporter la solution.

Nous disions encore : “Outre cette magnifique perspective, où notre âme, nourrie de la charité du Christ, trouvera l'objet de ses sublimes aspirations, les avantages matériels que nous retirerons de l'organisation des provinces de l'Est en pays autonome sont alléchants.

“Le gouvernement du Bas-Canada aura tous les pouvoirs du gouvernement fédéral actuel. La haute administration de la chose publique deviendra son apanage exclusif. Le commerce, les finances, l'industrie, la justice, la milice, la guerre, les chemins de fer, les voies fluviales, les postes, la douane, l'immigration, les conventions commerciales ou autres avec les pays étrangers, etc., etc., seront sous son contrôle absolu, et il les administrera, naturellement, non plus, comme aujourd'hui, dans l'intérêt exclusif des Anglo-Saxons, mais dans ceux de tous les habitants du Bas-Canada.

“Ainsi, notre argent ne servira plus à arroser la fortune déjà scandaleuse de John Bull, mais à promouvoir nos propres entreprises commerciales, industrielles ou nationales. Il ne servira plus à amener à grands frais de Londres des immigrants qui, après quatre ou cinq années de séjour au pays, lèvent la tête, comme le vil serpent, pour mordre leur bienfaiteur ; mais à aller chercher des colons français, belges ou autres qui sauront, arrivés parmi nous, partager notre far-

deau au lieu de l'alourdir, concourir à la prospérité commune au lieu de se conduire comme des égoïstes à la table de la patrie. Il ne servira plus à gorgier d'or les MacKenzie et les Mann, mais à soutenir et à améliorer nos propres voies ferrées. Il ne servira plus à grossir le capital des banques exclusivement anglaises, mais à rendre prospères nos hautes institutions financières et à en créer de nouvelles. Il ne servira plus, en un mot, à nous pressurer et à nous affaiblir, mais à développer nos ressources nationales, à augmenter la richesse publique, à faire par là le bien-être des individus, et, conséquence logique, à donner à la race canadienne-française le prestige dont elle a besoin auprès des autres peuples de l'Amérique pour continuer ici les *Gesta Dei per Francos*.”

En effet, il y a au Canada deux races bien distinctes, aux mœurs, aux coutumes tout-à-fait différentes. L'une est catholique, l'autre protestante. Celle-ci veut le règne du Christ sur la terre par le triomphe de l'Église ; celle-là essaye de subjuguier le monde sous la puissance de son dollar. L'une est sortie du baptême de Clovis ; l'autre de l'adultère de Henri VIII.

La fin que poursuit la première est dans une direction toute opposée à celle qui fascine malheureusement la seconde.

C'est dire que, pour qu'il y ait accord entre ces deux races, il faudrait que l'une abandonne son caractère propre, pour se fondre dans l'autre.

Il y a donc au fond, une question de vie et de mort entre les Français et les Anglais du Canada.

Et on ne paraît pas le voir en certains milieux canadiens français.

Déjà la place forte de notre foi et de notre langue, la province de Québec, parce que les pertes en ont été laissées ouvertes à tous les émigrés, est envahie de tous côtés.

À Montréal seulement, il y a cent mille Juifs dont le gouvernement fédéral a favorisé l'installation parmi nous, comme moyen sûr, sans doute, de nous faire perdre nos vertus ancestrales et de nous mettre peu à peu sur le chemin du jour anglais.

En face de ce péril imminent, il n'y a qu'à nous mettre en garde et à appeler de nos vœux la séparation du Bas et du Haut-Canada.

Quand nous aurons élevé un mur politique et constitutionnel infranchissable à tous nos ennemis connus ou cachés ; quand nous aurons érigé sur nos provinces de l'Est une haute citadelle de vraie civilisation, parce que catholique et française, à l'abri de laquelle tous les peuples honnêtes, sobres et laborieux, trouveront un gîte sûr et confortable et contre laquelle viendront se buter en vain ceux qui ont juré notre perte, alors seulement nous pourrions nous reposer pour jouir de nos libertés chèrement acquises. Jusque là nous devons lutter pour nous défendre, lutter pour assurer notre survivance en Amérique.

JOSEPH BEGIN.

A QUOI BON !

On a dû remarquer que, depuis quelques mois, nous nous sommes abstenus d'exprimer notre pensée sur la politique fédérale.

À quoi bon dire que Meighen marche sur les traces de Borden qu'il est aussi impérialiste qu'il cherche, comme l'autre, à nous assimiler, qu'il rêve de faire du Canada un pays exclusivement anglais et qu'il ne sera content que le jour où il n'y aura plus de vestiges français et catholiques sur les bords du Saint-Laurent ?

À quoi bon en appeler au sentiment de justice, de loyauté et de magnanimité de cet individu, comme le font certains journaux : il n'a rien de cela.

Ce serait perdre notre temps et abuser de la patience du bon peuple.

PIERRE BAYARD

BIEN DIT !

Cher M. Bégin,

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt, dans la *Croix*, votre réponse au ministre de l'Agriculture de Québec.

Bien dit ! Et surtout vous ouvrez le débat en maître qui ne suit pas les chemins battus.

Savez-vous que vous m'apprenez des choses que j'ignorais comme beaucoup d'autres ?

Sur la question agraire vous jetez une lumière tout-à-fait nouvelle qui nous la fait voir sous un angle autre que celui qu'on nous a montré jusqu'ici, et je suis convaincu aujourd'hui que c'est le seul bon.

Oui, qu'on nous donne des écoles d'agriculture. Si, au moins, nos fils de cultivateurs prenaient la profession de leurs pères, la question de la main d'œuvre agricole serait vite résolue, et celle de la production de même.

Là est la clef de l'avenir de l'agriculture. J'ai hâte de voir si M. Caron aura l'intelligence de s'en servir !

Bien à vous

M. T.

La passion du sport

Voilà un sujet sur lequel il y aurait une foule de choses à dire si l'on voulait l'envisager au point de vue de l'esprit chrétien.

On répète sans cesse que nous tournons au paganisme. La passion exagérée du sport en est un des signes les plus évidents.

Ce culte passionné des forces du corps et l'attention journalière qu'on apporte à les développer, fait infailliblement oublier le soin que l'on doit donner aux puissances de l'âme et la vie chrétienne en souffre.

Il est certain que le corps souvent se fortifie au dépens de l'âme. Les saints et les hommes de génie l'ont tous ainsi compris. C'est pourquoi ils se sont donnés non à fortifier le corps mais à l'affaiblir.

L'homme qui se distingue par la puissance de ses muscles est ordinairement d'une intelligence bornée. Un torse de taureau n'indique pas un penseur, ni un homme spirituel ; chez lui l'animalité domine. Ainsi au simple point de vue de l'élévation de l'esprit et de la délicatesse des sentiments, le sport devrait nous répugner, mais il doit nous répugner bien davantage au point de vue du sentiment chrétien.

Le corps trop nourri se révolte contre l'esprit pour ne vivre que de la vie des sens. Tous les saints et les fervents chrétiens ont eu en horreur le culte du corps.

La loi de Dieu défendait au peuple juif l'exercice du pugilat ; il était défendu aux Juifs d'avoir des gymnases comme les gentils et de s'y livrer à des luttes corps à corps.

Les gentils se servaient de ces jeux corporels pour entraîner les Juifs à l'idolâtrie, parce que chez eux ces jeux se faisaient à l'honneur des idoles. Dès que les païens s'emparaient d'une ville importante de la Palestine, ils se hâtaient d'y bâtir des gymnases, comme on le voit au premier chapitre du premier livre des Machabées. Antiochus forçait les Juifs à se livrer au sport, et il considérait cela comme une sorte d'apostasie de leur part.

Aujourd'hui on n'adore pas d'idoles, mais on adore les coutumes et les mœurs des mondains et des hérétiques auxquels on s'associe dans les jeux.

Nous croyons qu'il est très difficile d'associer la passion du sport violent avec les pratiques d'une vie parfaitement chrétienne.

En règle générale les passionnés du sport sont des hommes chez qui le sentiment religieux est loin de dominer, mais chez qui prévaut l'animalité de la force brutale.

Avis à nos journalistes qui donnent une trop large part au sport.

L'ABBE G. DUGAS.

M. PARENT

Mons. S.-N. Parent, ancien premier ministre de la province de Québec, vient de mourir. Il ne fut pas un politique, mais un homme d'affaires.

Comme chef du cabinet de Québec, il laissa à désirer. Les marchands de bois, avec lui, avaient trop beau jeu.

La *Croix* se fit un devoir de le combattre en 1905. Alors se créa une scission dans son ministère. Messieurs Gouin, Turgeon et Weir lui signifiaient qu'il devait partir.

Après avoir sondé la Chambre, il jugea plus prudent de ne pas affronter la tempête et de se réfugier dans une rade, comme président de la Commission des Eaux Courantes.

Cependant, comme maire de Québec, il fit de la bonne besogne.

J. BEGIN.

LA BARBARIE

On a raison de réorganiser la police et de vouloir qu'elle devienne de plus en plus active et efficace. Mais on ferait mieux de réorganiser la société sur une base plus chrétienne. Tout ce qu'on fera pour sauver, non seulement les apparences de la civilisation, mais la véritable sécurité des bonnes gens, sera bien fait. Puis on devra veiller à l'exacte application des lois, que certains juges, et les plus nombreux, inclinent à une douceur qui est de la faiblesse. Il y a une philosophie de l'indulgence et du pardon très dangereuse et qui amollit nos tribunaux. Cette philosophie a de quoi séduire les esprits rêveurs, probablement ; mais elle favorise la nonchalance des pouvoirs publics et l'entraine des malfaiteurs : cela suffit à la déconsidérer. De bonnes lois et un peu rudes, des tribunaux qui maintiennent la juste sévérité de la loi, une police bien dressée à la chasse des criminels, mais, surtout des mœurs plus chrétiennes : voilà ce dont nous avons besoin dans le plus bref délai. Ensuite, une autre besogne s'impose, qui ne sera pas accomplie du jour au lendemain, qui demande du temps et qui est d'une extrême importance. Nous assistons à une incontestable recrudescence de la sauvagerie : les crimes, les attaques nocturnes et diurnes, le facile usage du revolver, les pillages à main armée, sont les signes d'une démoralisation très alarmante. D'où vient ce détestable phénomène, si contraire à tout ce qu'on nous racontait du progrès des mœurs résultant du progrès des lumières ? Il faut qu'on recherche la cause et qu'on la trouve le plus tôt possible, afin d'apporter le remède, une fois le diagnostic établi. Nous avons des moralistes et des sociologues à foison : qu'est-ce qu'ils font ? Nous ne leur demandons pas des théories et des discours, mais bien des réalités. Si l'on s'aperçoit qu'on s'est trompé en créant un peu partout dans le monde de nouveaux systèmes d'éducation nationale, qu'on les corrige et qu'on renonce à de fallacieux principes, même éloquentes, et qui nous mèneraient à la barbarie. Laissez de côté l'amour-propre des inventeurs et l'ardeur des politiciens. Car il s'agit de la peau d'un chacun.—A. B.

LA DEFAITE ROUGE

La manœuvre entreprise le 15 août par les armées polonaises s'achève en une victoire complète. Le gros des forces bolchevistes lancé contre Varsovie, dont on laissait entrevoir la prise et le pillage prochain, est à l'heure actuelle en majeure partie coupé de la Russie, prisonnier ou rejeté en Prusse. On évaluait à 150,000 hommes environ les effectifs engagés contre la capitale polonaise. Aujourd'hui le nombre des prisonniers déjà recensés s'élève à 60,000, et l'on peut prévoir qu'il atteindra 80,000 ; en outre, 25,000 hommes seraient passés en territoire allemand ; si l'on évalue seulement à 10,000 hommes les pertes sanglantes (tués et blessés) des armées bolcheviques autour de Varsovie, on voit qu'il ne reste plus de ces armées qu'environ 30,000 fuyards. Les Polonais, grâce à leur activité dans l'exploitation de leurs premiers succès, ont réussi à se porter sur les lignes de retraite des Russes ; ils ont atteint le but final du combat, qui est “la destruction de l'ennemi.”

En même temps, sur le haut Bug et en Galicie, commencent à se faire sentir les effets de la victoire de Varsovie ; les troupes polonaises refoulent vers l'Est sans beaucoup de peine les éléments bolchevistes qui s'étaient avancés jusqu'aux abords immédiats de Lemberg. Bien loin de songer à agir sur le flanc ou sur les derrières des troupes polonaises en marche vers le Nord, les cavaliers de Budienny sont obligés de se replier eux aussi rapidement vers le territoire russe, poursuivis par la cavalerie polonaise.

Outre leurs pertes sanglantes et leurs pertes en prisonniers, les Russes ont aussi subi d'importantes pertes en matériel. Ces pertes-là seront sans doute les plus sensibles ; il est vraisemblable que les Russes avaient mobilisé pour leur offensive de Pologne toutes leurs ressources en matériel de guerre, lesquelles provenaient surtout des prises faites sur Koltchak et sur Denekine. Dans l'état actuel de l'industrie russe, ces pertes seront probablement irréparables avant un très long temps. Par conséquent, même si le gouvernement des Soviets réussissait à trouver des effectifs pour tenter de prendre une revanche, l'emploi de ces effectifs sur le champ de bataille ne serait sans doute pas matériellement possible avant quelques jours. Le danger qui menaçait la Pologne à l'Est a donc disparu pour le moment ce qui entraîne l'amoindrissement du danger allemand pour la Pologne d'abord, pour les puissances de l'Entente ensuite.

LE DIVORCE

Le nombre des divorces à Chicago égalera bientôt celui des mariages.

Les statistiques qui viennent d'être mises à jour montrent que l'an dernier il y a eu, à Chicago, 37,000 mariages et 6,000 divorces. Ceci représente une augmentation de 20 pour cent en 8 ans, et M. MacDermott, un expert, dans les questions de divorce, croit qu'il suffira de trois autres décades pour qu'au taux actuel le nombre des divorces égale celui des mariages.

L'étude des causes des 6,000 divorces indique que, des parties concernées dans 3,577 demandes de divorces enregistrées en 1914, 74 seulement possédaient un foyer à elles, tandis que sur 2,171 cas, les parties n'avaient pas d'enfants. Ces chiffres indiquent donc le manque d'enfants. L'habitude de demeurer dans des conciergeries (maisons appartements) et la tendance à l'existence aisée, facile et luxurieuse signifieront pour l'avenir plus de foyers désumés et deviendront une grave menace pour l'avenir des États-Unis et du Canada.

LE CARDINAL AMETTE

Une dépêche de Paris, nous apprend la mort du cardinal Amette.

Un des derniers actes publics de ce grand prélat fut la note suivante aux fidèles de son archidiocèse, ordonnant des prières pour la Pologne :

“La Pologne est en danger. “Les cours catholiques et français ne sauraient rester indifférents au sort de cette nation chevaleresque, qui, à travers les plus cruelles épreuves, est toujours demeurée fidèle à l'Église et amie de la France.

“A l'exemple du Souverain Pontife, qui vient d'ordonner à Rome des prières publiques pour le salut de la Pologne, nous demandons instamment à nos diocésains d'implorer le secours divin en faveur de cette grande cause.

“En la fête de l'Assomption, nous allons commémorer solennellement la consécration de notre patrie à la Très Sainte Vierge et conjurer Marie de se montrer toujours notre reine et notre mère.

“Nous invitons le clergé et les fidèles à unir ce jour-là, dans leurs prières et leur communion, la Pologne à la France.

“A cette intention, on ajoutera aux oraisons du salut l'oraison : “Pro quacumque tribulatione” (Missel, orationes ad diversa, 13).

“Pendant tout l'octave, les prêtres réciteront à la messe les oraisons : “Pro quacumque tribulatione.”

“En outre, le dimanche 22 août, on chantera au salut le psaume 45, “Deus noster refugium et virtus,” avec la même oraison.”

Le divorce encouragé par l'Association du Barreau

À la réunion de l'Association du Barreau Canadien, tenue le 3 du courant, à Ottawa, alors qu'il n'y avait plus que quinze membres dans la salle, M.N.-B. Cash, C.R., de Toronto, présenta une motion demandant des lois uniformes sur le mariage et le divorce au Canada et recommandant au gouvernement fédéral de présenter un projet de loi à cet effet à la prochaine session. La motion fut malheureusement adoptée par un vote de 8 contre 7.

L'ANGLETERRE MET LA MAIN SUR L'EGYPTE

Les nouvelles relations politiques entre l'Angleterre et l'Égypte, qui sont sorties des conférences à Londres entre la mission de lord Milner et les représentants égyptiens, ont été décrites comme étant à peu près les mêmes que celles qui existent entre les États-Unis et Cuba. Si le projet est accepté et rendu effectif par un traité comme on le propose, on dit que l'Angleterre garderait le contrôle des relations étrangères de l'Égypte et demanderait des garanties pour la protection du Canal de Suez.

DESCENDANTS DE MARTIN LUTHER.

Les *Catholic News* signalent l'existence, dans l'État de Colorado, d'un religieux catholique qui serait un authentique descendant du fondateur de la Réforme protestante, Martin Luther. C'est le R. P. Aloys Luther qui est attaché comme curé à l'une des paroisses de la ville de Longmont. Le P. Luther appartient à l'Ordre de Saint-Benoît et dépend de l'abbaye de Saint-Vincent à Beatty, Pennsylvanie. Au surplus, il y aurait, dans l'État de Pennsylvanie, beaucoup d'habitants qui déclarent descendre de Luther, et bon nombre d'entre eux sont catholiques.

Les socialistes dévorent l'Angleterre

La France est venue en aide à la Pologne, l'Angleterre s'y est obstinément refusée. De là un certain désaccord entre ces deux pays. Cependant, ils veulent en venir à une entente.

La solution a été compliquée par l'intrusion dans le domaine spécial de la politique étrangère, d'un "conseil d'action" représentant 689 traductions et 355 organisations du Labour Party anglais.

Partant de cette erreur fondamentale que les "soviets garantissent à la Pologne sa complète indépendance", celui-ci a affirmé "qu'il résisterait à toute action militaire ou navale contre les soviets." C'est, en somme, une sorte de comité de salut public inconstitutionnel qui se superpose aux pouvoirs en cherchant à leur imposer son incomptence.

M. Lloyd George s'appuie-t-il à l'étranger sur ce mouvement qu'à l'intérieur il veut combattre avec énergie, pour marquer combien serait impopulaire à Londres une guerre contre les soviets? Les diplomates aboutiront-ils à jeter un voile grisâtre sur l'éclat de leurs divergences ou tailleront-ils dans le neuf? Ceci dépend de l'action qui se déroule en Pologne et des conséquences qu'elle va engendrer.

En tout cas, il a imposé à Lloyd George, l'ultimatum suivant:

"1. Les forces britanniques ne seront pas employées à soutenir la Pologne, Wrangel, ou toute autre entreprise militaire contre les soviets;

"2. Le retrait des forces navales britanniques coopérant au blocus de la Russie;

"3. La reconnaissance du gouvernement des soviets."

Ce qui accuse la gravité de la décision prise, c'est que le Comité d'action a reçu pleins pouvoirs pour décréter la grève générale afin d'obtenir satisfaction.

Il menace la France de la priver de charbon, si elle continue à aider la Pologne.

Quant à Lloyd George, il fait le moulin.

Un journal français peint la situation en ces termes:

Le premier ministre britannique n'a rien négligé pour donner à ses interlocuteurs bolchévistes la preuve qu'il est non seulement conciliant, mais tolérant et patient à l'extrême. Comment l'Angleterre en est-elle récompensée? Quand on veut s'en rendre compte, il ne faut pas s'en rapporter aux notes dactylographées que communique la délégation bolchéviste. Il faut lire la feuille où les bolchévistes de Londres reprennent leur franc-parler, le "Daily Herald."

Le 12 août, le "Daily Herald" écrivait: "Il ne faut mettre aucune sorte de confiance dans aucune des déclarations de M. Lloyd George." Et l'organe bolchéviste expliquait que le parti ouvrier s'est arrangé pour contrôler les actes du gouvernement: "Le grand principe de l'action directe est reconnu et établi, une fois pour toutes, par l'adhésion unanime du monde ouvrier." Un peu plus loin le "Daily Herald" insérait un article, soi-disant historique, où l'on expliquait que l'intervention actuelle des syndicats dans la politique de l'Angleterre est le début d'une grande révolution, comme la résistance du Parlement au roi Charles 1er en 1641 et comme le Serment du Jeu de Paume en 1789.

Le 13 août, dans sa première page, qui portait en manchette: "La France est maintenant le chien enragé de l'Europe," le "Daily Herald" déclarait que M. Lloyd George a été obligé de changer sa politique au moment où il a quitté M. Millerand à Lympe et le moment où il a pris la parole à la Chambre des Communes, le mardi après-midi. Dans l'intervalle, racontait la feuille bolchéviste, le premier ministre avait reçu un ultimatum des dirigeants syndicalistes qui se sont constitués en "Conseil d'action." Mais il faut citer les termes mêmes du "Daily Herald":

"Dans son discours de mardi, le premier ministre a trouvé nécessaire d'adopter une attitude infiniment plus douce et plus pacifique que celle qu'il avait arrêtée, d'accord avec M. Millerand... Lympe se passait avant l'ultimatum de fer que le parti ouvrier a formulé lundi soir. Ce soir-là, le premier ministre a dû "ravalier" à la fois son ultimatum à Kamenev et ses arrangements de Lympe

"L'opinion se répand de plus en plus même parmi les gens qui le regrettaient, que le Conseil d'action ouvrier, grâce à la sûreté et à la concentration

de sa politique et grâce à la clairvoyance de ses décisions, prend rapidement le contrôle de la diplomatie de l'Europe. Il est vrai que le Parlement a décidé de ne pas se séparer et qu'il se réunira de nouveau lundi. Mais si le premier ministre est libéré pour trois jours du contrôle parlementaire, tel qu'il est, il ne sera pas libéré pendant une heure du contrôle ouvrier."

On le voit, la situation devient grave en Angleterre.

Le Times, de Londres, dit à ce sujet:

"Le peuple anglais a toujours abhorré la tyrannie sous toutes ses formes. Il ne la tolérera pas plus de la part d'un Comité de salut public travailliste que de la part d'un souverain inconstitutionnel. Nous sommes bien convaincus, en effet, que le peuple anglais a horreur de la tyrannie. Toute son histoire le prouve. C'est l'attitude du gouvernement anglais qu'on voudrait connaître aujourd'hui, en présence de la tentative qui est publiquement faite pour instituer la "dictature du prolétariat."

Mais ce gouvernement, si fort, si arrogant et, disons le mot, si tyrannique à l'endroit de la pauvre Irlande, est devenu aussi brave qu'une poule devant la marée montante des socialistes, qu'il a pourtant choqués et nourris durant de longues années.

L'Angleterre sera-t-elle dévorée par ses propres enfants?

Pour l'histoire de la guerre

Un journal français vient de publier des extraits d'une lettre que le kronprinz aurait écrite en juillet 1917 à son père; ce confrère assure que ces extraits sont authentiques, bien qu'il ne soit pas en possession du texte original. Voici le passage qu'il donne:

"Il n'est que temps d'établir notre bilan et de le comparer avec celui de nos ennemis afin de constater avec vérité et précision de quelles quantités de denrées alimentaires, de quelles réserves militaires notre patrie peut disposer, quelles sont à l'heure actuelle ses réserves militaires ainsi que les munitions, les armes et le matériel qu'elle peut, en l'état actuel, fabriquer. Certainement nous sommes beaucoup plus faibles que nos ennemis. Mais le bilan matériel n'est rien auprès du bilan moral. L'état d'esprit du peuple, après les immenses sacrifices qu'on a dû consentir toutes les familles allemandes, est déplorable. La misère augmente, le désespoir se manifeste plus ouvertement. Il est toujours très inquiétant, en des périodes grosses de révolution, de voir les femmes perdre l'espérance; c'est le cas des femmes allemandes, d'ordinaire si héroïques. La mortalité infantile croît dans des proportions effrayantes, les maladies contagieuses se multiplient.

"Si l'Allemagne n'obtient pas la paix avant la fin de l'année, le danger d'une révolution sera imminent.

"L'Autriche se trouve dans la même situation, ou plutôt la vie en Autriche est encore moins supportable qu'en Allemagne. L'empereur Charles est certainement un de nos fidèles amis, mais, s'il lui faut choisir entre la ruine complète de l'Autriche et un moyen de la sauver en nous abandonnant, son devoir envers ses peuples lui commande de se séparer de nous. La Bulgarie et la Turquie ne peuvent pas continuer la lutte.

"L'Espoir qu'on avait fondé sur la guerre sous-marine est vain. L'amitié répète sans cesse: "Dans quelques semaines nous serons sauvés." Laissons passer ces quelques semaines et voyons les résultats. S'ils ne justifient pas notre attente, cherchons résolument à obtenir la paix.

"Il ne s'agit plus désormais de victoire, d'agrandissement de l'Allemagne ou de gloire. Il s'agit de la vie du peuple allemand. Aucun bien ne doit nous être plus cher. Notre dynastie sera en danger? Naturellement, c'est pour toi et pour moi un grand malheur, mais ce n'est rien en regard du démonstre qui menace le peuple allemand.

"Parlons franchement. Ne songeons plus à la Belgique. Renonçons à toute annexion, même à l'Est. Il faut que nous engagions des pourparlers avec nos ennemis.

"Rappelle-toi notre grand ancêtre Frédéric qui fut vaincu par une coalition, mais dont le nom resta grand devant l'histoire."

L'ancien premier ministre français, M. Ribot, commentant ces extraits, a déclaré à un journaliste:

"Cette lettre montre bien que le kronprinz était inquiet en 1917 et qu'il eût souhaité que Guillaume II pût faire ce qu'on appelle une paix blanche "Ne songeons plus, à la Belgique, dis-je, et renonçons à toute annexion même à l'Est." Il n'est pas dit un seul mot de l'Alsace et de la Lorraine et cette omission donne raison à ceux qui n'ont jamais cru que l'empereur d'Allemagne fût disposé, pour obtenir la paix en juillet 1917, à réparer l'injustice commise en 1871.

"Vous savez peut-être que le gouvernement français a été mis en possession, il y a quelques mois, d'une partie des rapports confidentiels de M. de Lancken au gouvernement allemand. Ces rapports sont vraiment intéressants à lire. M. Poincaré a bien voulu m'en donner communication quand il était encore président de la République. Je puis vous assurer qu'il ressort à l'évidence de ces rapports qu'à aucun moment en 1917 et même plus tard ni le gouvernement allemand ni M. de Lancken n'ont eu la moindre velléité de nous restituer les provinces arrachées à la France en 1871. Est-ce que, par hasard, M. de Lancken jouait avec son gouvernement comme il aurait voulu jouer avec nous si nous nous étions prêtés à la conversation qu'il essayait d'engager par l'intermédiaire de M. Coppée, aujourd'hui inculpé en Belgique de commerce avec l'ennemi? Dirait-on qu'à côté de la politique du gouvernement allemand il y avait le Secret d'Empereur et que M. de Lancken aurait menti pendant des mois à son gouvernement?"

"Mais alors, pourquoi M. de Lancken a-t-il écrit en octobre 1917, quand j'ai quitté le ministère des affaires étrangères: "Le débarquement de Ribot est un premier succès pour nous"? Pourquoi a-t-il ajouté: "que le vieux Monsieur avait vu la guerre de 1870"? et qu'il ne pouvait se prêter utilement à certaines conversations?"

"J'affirme que toute personne de bon sens qui lira ces rapports de M. de Lancken n'aura pas de doute qu'on nous tendait un piège en 1917. Je n'ai pas été seul de cet avis, car je n'ai rien fait à cette époque qui n'ait eu l'approbation entière du président de la République, du président du Conseil, et des deux anciens présidents de Conseil qui faisaient partie du Cabinet. Ni M. Balfour, ni M. Sonnino n'ont eu la moindre hésitation à nous engager à nous délier de M. de Lancken qui n'était que trop connu en France et aussi en Belgique où il a laissé la réputation que vous savez. Non, la paix n'était pas possible en 1917, si ce n'est au prix d'abandons auxquels personne en France n'aurait voulu consentir, et ce n'est pas avec des lettres sensationnelles, qu'on fait apparaître trois ans plus tard, qu'on peut espérer faire violence à la réalité des choses. Ni l'empereur ni son gouvernement ne voulaient en 1917 consentir à l'abandon de l'Alsace et de la Lorraine et, l'auraient-ils voulu, ils ne l'auraient pas pu. Mais s'ils avaient été prêts à un tel sacrifice, qu'avaient-ils besoin de louches intermédiaires et de concubines secrets en Suisse ou ailleurs? Que ne faisaient-ils parler au gouvernement français ou au gouvernement britannique par des personnes autorisées, le roi d'Espagne par exemple? Personne en France ni en Angleterre, ni chez aucun de nos alliés, n'aurait voulu que la guerre durât un seul jour de plus qu'il n'était nécessaire. On eût fait la seule paix qui fût possible et honorable, mais il fallait y être résolu et être capable d'en accepter devant le peuple allemand toutes les conséquences.

"Veuillez, etc...."

A. RIBOT."

"Cet effet, MM. Hugenberg et Stinnes ont fondé, avec leur argent et celui de leurs amis, l'imprimerie Veritas. Il y a quelque temps, la grande imprimerie Buxenstein, qui édite entre autres la *Deutsche Zeitung*, a été achetée pour 12 millions et demi de marks par le groupe Stinnes Hugenberg.

"Le même groupe s'est rendu maître de la maison d'éditions Scherl, qui publie, outre de nombreuses revues illustrées, comme la *Woche* et la *Gartenlaube*, les grands journaux berlinois le *Lokal Anzeiger* et le *Tag*. De là à une mainmise sur des journaux moins importants qui se trouvent dans une situation financière difficile, il n'y a qu'un pas, étant donné les moyens illimités qui sont à la disposition du groupe.

"On cherchera avant tout à influencer l'esprit de notre jeunesse. Ce mouvement ne prendra fin que quand les magnats du trust des gros industriels auront réussi à acheter, dans la mesure où ils sont vénaux, tous les journaux allemands d'un tirage un peu important. On peut à peine se faire une idée de l'étendue de ce danger."

Depuis, on avait signalé l'achat par Hugo Stinnes d'un journal assez important de Dortmund.

Deux nouvelles informations, survenues coup sur coup, viennent de placer ces questions d'achats de journaux et la personnalité de Hugo Stinnes au premier rang de l'actualité.

Le 4. 5. 20, on annonçait qu'un des journaux les plus en vue de l'Allemagne du Sud, la *Munchen Augsburger Abendzeitung*, qui, malgré un certain fléchissement vers la droite, avait encore gardé l'étiquette démocrate, venait d'être acheté par une Société à la tête de laquelle se trouve le Dr. Hugenberg, député national allemand, ancien directeur chez Krupp.

Le 6. 5. 20, on annonçait que la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, organe officieux du Gouvernement et dont les presses impriment le journal officiel, avait été, le jour même, achetée par Hugo Stinnes. Rien ne serait changé jusqu'aux élections dans l'attitude politique du journal, mais une partie de la rédaction avait déjà démissionné.

Cette dernière information surtout a provoqué un vif émoi, presque de la stupeur, dans la presse de gauche.

Le *Hamburger Echo* écrit:

"Le journal qui était l'organe officieux du Gouvernement, dont les colonnes duquel les ministres, sous le couvert de l'anonymat, exposaient leurs points de vue sur les problèmes du jour ou se défendaient contre les critiques, et où paraissaient les communiqués ministériels, est pour ainsi dire subtilisé au Gouvernement par la réaction, plus en fonds que jamais."

L'événement est considéré comme un véritable coup de force des profiteurs de la guerre, dont les scandaleux bénéfices paraissent se moquer de toute législation fiscale et qui organisent le trust de la presse allemande. Stinnes a l'ambition de devenir le "roi du journal", le "Northeliff allemand" (1). La *Neue Badische Landeszeitung* donne sur l'extension de l'entreprise les renseignements suivants:

"Ce qui est effrayant, écrit-elle, c'est que l'action de Stinnes s'étend aux journaux de province comme à ceux de Berlin. On retrouve sa main dans l'achat de la *Munchen Augsburger Abendzeitung*. Et ce n'est là qu'un seul des 70 journaux de province que Stinnes a achetés ou est en train d'acheter et qui ne sont pas de minime importance; il s'agit de journaux de l'envergure de la *Koenigsburger Allgemeine Zeitung*.

"Stinnes ne se contente d'ailleurs pas de mettre la main sur une partie très considérable de la presse allemande. Il voit plus loin encore et il s'assure le papier nécessaire en achetant également des fabriques de cellulose; suivant nos renseignements, il en aurait déjà cinq."

Les visées de l'action de Hugo Stinnes

Les nombreux commentaires de la presse de gauche estiment, en général, que le but poursuivi par Stinnes est un vaste trust de l'opinion publique en vue de servir à la fois les intérêts et la politique nationaliste de la *Schaeferindustrie*.

"Hugo Stinnes, écrit la *Frankfurter Zeitung* qui sera porté en bonne place sur la liste d'Empire du parti populaire allemand, sait parfaitement que les journaux qu'il achète ne sont pas de bonnes entreprises commerciales. Ce que cherchent donc uniquement les grands métallurgistes brasseurs d'affaires, qui, malgré la détresse de tous, ont su continuer à empêcher des bénéfices énormes, c'est d'exercer une influence réactionnaire sur l'opinion publique allemande."

Le *Vorwaerts* expose quel est le plan de Stinnes: créer un grand quotidien

allemand destiné à éclipser tous les autres, qui aura à son service des ressources immenses. Entreprise merveilleuse au point de vue journalistique, mais dont l'action ne pourra être que néfaste.

Le même journal montre l'origine de la fortune de Stinnes, qui provient, pour une grande part, d'opérations de liquidation en Belgique occupée, et il conclut:

"Les gens qui, sous l'œil bienveillant du Gouvernement de Guillaume, ont, derrière les coulisses de la grande presse, entassé des millions, veulent aujourd'hui acheter la presse allemande. On voit dans quel dessein."

George Bernhard, dans un long article de la *Vossische Zeitung* voit les choses sous un angle différent. Il est hors de doute, déclare-t-il, que le vaste trust de la presse allemande poursuivi par Stinnes pourra être mis au service de fins politiques. Mais ceci, pour Stinnes, quoique d'importance non négligeable, n'est que l'accessoire. Stinnes ambitionne de mettre sur pied une vaste entreprise économique et commerciale, sous forme de trust, de l'industrie du papier: il possède déjà le charbon, il est en train d'acheter des forêts, des fabriques de cellulose, des papeteries; à ces entreprises il a en vue d'annexer, en se rendant propriétaire de maisons d'édition et de journaux, des sortes de magasins de vente du produit fabriqué, en l'espèce le papier imprimé.

Ce qui frappe surtout, c'est que dans l'Allemagne, après la révolution, un homme ait pu entasser assez de millions pour poursuivre la réalisation d'une de ces entreprises capitalistes qui paraissent jusqu'ici réservées à l'Amérique. Où sont les lois fiscales d'Erzberger, d'après lesquelles toute portion des bénéfices de guerre supérieure à 167,000 marks devrait revenir au fisc? Il faut bien admettre que les lois fiscales de la république allemande n'existent que sur le papier. Stinnes était déjà riche avant la guerre; mais la plus grande partie de sa fortune date de la guerre et de l'après-guerre.

Suit une description séduisante de la personnalité de Stinnes, qui est autre chose qu'un vulgaire profiteur de guerre ou un mercanti. C'est le cerveau organisateur le plus remarquable de l'Allemagne actuelle et aussi le plus puissant:

"Peu à peu, malgré toutes les prescriptions, malgré toutes les lois de guerre et tous les édits de la révolution, il a fait de l'Allemagne presque entière sa propre entreprise commerciale. Il n'y a guère actuellement en Allemagne d'autre unitarisme que celui des intérêts commerciaux de Stinnes. Pour lui, aucun prix n'est trop élevé, aucun salaire non plus. Stinnes est un patron qui n'a que faire de lutter contre les organisations ouvrières. Sa formule, au contraire, c'est par là qu'il est surtout fort, c'est d'intéresser dans une certaine mesure ses ouvriers à ses bénéfices par des salaires démesurés."

Grâce à cette formule, Stinnes est le roi d'une révolution dans laquelle l'ouvrier ne voit plus qu'une question de salaires. Il n'a pas intérêt à la baisse des prix, à la diminution de l'inflation fiduciaire; il est pour le libre commerce.

Pareil système, il est vrai, ne peut conduire à la longue qu'à la ruine de l'économie allemande. L'homme qui, dans une économie organisée, aurait pu être le plus grand espoir du relèvement de l'Allemagne, en est devenu un des plus grands dangers dans le système économique anarchique que l'Allemagne doit à son gouvernement pseudo-socialiste, système dont l'aboutissement ne peut être que le chaos et la dictature de quelques capitalistes entreprenants.

LE MOUVEMENT IRLANDAIS A NEW-YORK

Cent trente chauffeurs du paquebot "Baltic" de la White Star Line, ont quitté le travail à l'arrivée de ce bateau dans le port de New-York, pour protester contre les agissements des autorités britanniques qui avaient fait débarquer Mgr Mannix du bord de ce paquebot, à Penzance (Angleterre). Leur exemple a été suivi dans l'après-midi par plusieurs milliers de débardeurs du quartier de Chelsea.

Les meneurs du mouvement déclarent qu'au moins 5,000 hommes abandonneront le travail. Bien que le motif invoqué soit une protestation contre l'incident Mannix, on croit aussi que le sort du maire McSweeney, qui se laisse mourir de faim dans sa prison de Londres, n'est pas étranger à la décision de la grève.

Les uns déclarent ne vouloir reprendre leur travail que lorsque Mgr Mannix sera autorisé à circuler librement; les autres lorsque le lord maire de Cork sera mis en liberté.

LES VICTIMES DE PONZI

Une liste des personnes qui ont confié leur argent à Ponzi, ce financier qui a fait des siennes aux Etats-Unis pour le faire fructifier au moyen des coupons postaux, a été publiée. On y trouve des gens de toutes les conditions, depuis le juge jusqu'au garçon de bureau, et on estime leur nombre à 30,000. 15,000 environ, c'est-à-dire la moitié, ont retiré leurs dépôts avec ou sans les 50 pour cent d'intérêts promis, les autres comptent sur les syndics pour se partager ce qui reste.

La valeur des sommes déposées varie de \$25 à \$50,000, cette dernière étant attribuée à une personne associée avec Ponzi comme agent.

Les syndics s'efforcent toujours de déterminer l'actif de Ponzi, dont un million de piastres leur a été remis samedi par Ponzi pour faire face à des réclamations qu'un contrôleur fédéral des Etats-Unis estime à 7 millions de piastres.

Les accords de Berlin et de Moscou

Le correspondant du Petit Parisien à Berlin donne des renseignements précis sur un projet d'accord qui aurait été négocié à Berlin par l'ambassadeur des Soviets, M. Kopp, et M. von Mahlzahn, le directeur du ministère allemand des affaires étrangères qui est chargé des affaires russes. Voici quelles seraient les grandes lignes du projet de traité:

"Sur le terrain économique, l'Allemagne doit d'abord reprendre la réfection complète des réseaux ferroviaires."

(1) On sait que Lord Northeliff est propriétaire de nombreux journaux anglais, notamment, du *Times* et du *Daily Mail*.

aires russes. Elle livrera immédiatement plusieurs centaines de locomotives adaptées à la voie russe, et dont un grand nombre sont déjà rassemblées dans des postes, à Koenigsberg et à Insterburg, en Prusse orientale.

"Outre la livraison de rails, wagons-citernes, etc., l'Allemagne enverra en Russie un état-major de techniciens, d'ingénieurs, de contre-maîtres et des contingents importants d'ouvriers qualifiés, spécialistes des chemins de fer. Ce personnel allemand recevra des garanties et des indemnités spécialement avantageuses.

"L'industrie allemande fournira aussi du matériel destiné aux industries minières et pétrolières, ainsi que des électriciens pour le chargement des céréales; enfin, de très importants stocks de médicaments, lesquels sont déjà rassemblés dans divers centres de l'Allemagne, pour être expédiés en Russie dès la signature du traité russo-allemand.

"Moyennant cette assistance économique de l'Allemagne — sans parler du concours militaire, qui est loin d'être négligeable — le gouvernement bolchéviste devra chasser les Polonais du corridor de Dantzig, sans occuper, toutefois, cette région, autrefois allemande. Il devra, dans ses négociations de paix avec l'Entente, exiger l'admission de l'Allemagne aux conférences et défendre, outre les intérêts russes toutes les causes intéressantes à l'Allemagne, le rétablissement de la frontière commune russo-allemande et la suppression, plus ou moins dissimulée, des Etats périphériques et même demander la restitution à l'Allemagne de ses colonies."

Si le traité est bien conforme à ce résumé, ses termes mêmes révèlent de la part de l'Allemagne la volonté de se servir de la Russie, en vue d'une politique de revanche ou, au moins, de réparation.

M. Kopp, le délégué des bolchévistes, a quitté Berlin pour Moscou, où il est allé, dit-on, soumettre au gouvernement des Soviets le projet de traité.

D'autre part, dans le Temps, un correspondant occasionnel déclare savoir, d'après des informations sûres, que le gouvernement des Soviets a conclu un traité secret avec l'Allemagne quelques semaines avant le déclenchement de l'offensive polonaise.

Redoutable trust de la presse allemande

Les récents achats de journaux

A diverses reprises, dans les derniers temps, des informations avaient signalé l'effort par les représentants de la grande industrie métallurgique, en Allemagne, en particulier par un consortium Stinnes-Hugenberg, pour s'assurer, par l'achat de maisons d'édition et de journaux, une situation prépondérante dans la presse allemande. Le *Hamburger Echo* résumant ces informations, a jeté une sorte de cri d'alarme:

"La réaction allemande nationaliste et monarchiste s'approprie à acheter, avec l'argent des gros industriels profiteurs de la guerre, tout ce qui est vénaux dans les moyens d'influencer

l'opinion publique allemande. A cet effet, MM. Hugenberg et Stinnes ont fondé, avec leur argent et celui de leurs amis, l'imprimerie Veritas. Il y a quelque temps, la grande imprimerie Buxenstein, qui édite entre autres la *Deutsche Zeitung*, a été achetée pour 12 millions et demi de marks par le groupe Stinnes Hugenberg.

Le même groupe s'est rendu maître de la maison d'éditions Scherl, qui publie, outre de nombreuses revues illustrées, comme la *Woche* et la *Gartenlaube*, les grands journaux berlinois le *Lokal Anzeiger* et le *Tag*. De là à une mainmise sur des journaux moins importants qui se trouvent dans une situation financière difficile, il n'y a qu'un pas, étant donné les moyens illimités qui sont à la disposition du groupe.

On cherchera avant tout à influencer l'esprit de notre jeunesse. Ce mouvement ne prendra fin que quand les magnats du trust des gros industriels auront réussi à acheter, dans la mesure où ils sont vénaux, tous les journaux allemands d'un tirage un peu important. On peut à peine se faire une idée de l'étendue de ce danger."

Depuis, on avait signalé l'achat par Hugo Stinnes d'un journal assez important de Dortmund.

Deux nouvelles informations, survenues coup sur coup, viennent de placer ces questions d'achats de journaux et la personnalité de Hugo Stinnes au premier rang de l'actualité.

Le 4. 5. 20, on annonçait qu'un des journaux les plus en vue de l'Allemagne du Sud, la *Munchen Augsburger Abendzeitung*, qui, malgré un certain fléchissement vers la droite, avait encore gardé l'étiquette démocrate, venait d'être acheté par une Société à la tête de laquelle se trouve le Dr. Hugenberg, député national allemand, ancien directeur chez Krupp.

Le 6. 5. 20, on annonçait que la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, organe officieux du Gouvernement et dont les presses impriment le journal officiel, avait été, le jour même, achetée par Hugo Stinnes. Rien ne serait changé jusqu'aux élections dans l'attitude politique du journal, mais une partie de la rédaction avait déjà démissionné.

Cette dernière information surtout a provoqué un vif émoi, presque de la stupeur, dans la presse de gauche.

Le *Hamburger Echo* écrit:

"Le journal qui était l'organe officieux du Gouvernement, dont les colonnes duquel les ministres, sous le couvert de l'anonymat, exposaient leurs points de vue sur les problèmes du jour ou se défendaient contre les critiques, et où paraissaient les communiqués ministériels, est pour ainsi dire subtilisé au Gouvernement par la réaction, plus en fonds que jamais."

L'événement est considéré comme un véritable coup de force des profiteurs de la guerre, dont les scandaleux bénéfices paraissent se moquer de toute législation fiscale et qui organisent le trust de la presse allemande. Stinnes a l'ambition de devenir le "roi du journal", le "Northeliff allemand" (1). La *Neue Badische Landeszeitung* donne sur l'extension de l'entreprise les renseignements suivants:

"Ce qui est effrayant, écrit-elle, c'est que l'action de Stinnes s'étend aux journaux de province comme à ceux de Berlin. On retrouve sa main dans l'achat de la *Munchen Augsburger Abendzeitung*. Et ce n'est là qu'un seul des 70 journaux de province que Stinnes a achetés ou est en train d'acheter et qui ne sont pas de minime importance; il s'agit de journaux de l'envergure de la *Koenigsburger Allgemeine Zeitung*.

"Stinnes ne se contente d'ailleurs pas de mettre la main sur une partie très considérable de la presse allemande. Il voit plus loin encore et il s'assure le papier nécessaire en achetant également des fabriques de cellulose; suivant nos renseignements, il en aurait déjà cinq."

Les visées de l'action de Hugo Stinnes

Les nombreux commentaires de la presse de gauche estiment, en général, que le but poursuivi par Stinnes est un vaste trust de l'opinion publique en vue de servir à la fois les intérêts et la politique nationaliste de la *Schaeferindustrie*.

"Hugo Stinnes, écrit la *Frankfurter Zeitung* qui sera porté en bonne place sur la liste d'Empire du parti populaire allemand, sait parfaitement que les journaux qu'il achète ne sont pas de bonnes entreprises commerciales. Ce que cherchent donc uniquement les grands métallurgistes brasseurs d'affaires, qui, malgré la détresse de tous, ont su continuer à empêcher des bénéfices énormes, c'est d'exercer une influence réactionnaire sur l'opinion publique allemande."

Le *Vorwaerts* expose quel est le plan de Stinnes: créer un grand quotidien

Restons chez nous!

Arrivons ce soir, par train quatre trente. Tortillez cou lapin. Préparez gosse. Michaud.

Au reçu de cette dépêche, le père Lavigne se frotta les mains, huma une vaste prise, et, apercevant sa femme, lui cria de sa belle voix de basse taille.

— Allons, ouste!... la mère, s'agit de tricoter des moignons!... les Montréalais arrivent ce soir...

— Quoi que tu dis? interrogea la paysanne qui avait l'oreille un peu dure.

— Puisque je te dis que les Montréalais arrivent ce soir... les Michaud, quoi!

Cette fois, la mère Lavigne avait compris!... Sans plus tarder, elle laissa inachevé le travail qu'elle avait entrepris et, accourut aussi vite que le lui permirent ses jambes toujours lassées.

En un clin d'œil, elle relut le télégramme, ceignit son tablier des grandes circonstances, et se mit à affiler son couteau sur le seuil de la porte:

— Lequel que tu vas tuer? fit le bonhomme.

— La mère grise.

— Bon!

Et le père Lavigne, rassuré, se mit en devoir de tirer sa voiture de dessous la remise, à seule fin d'aller à la station prochaine, quérir les cousins de Montréal dont l'arrivée causait tout cet émoi.

La chose en valait la peine.

D'abord les Michaud s'étaient toujours montrés aimables pour les cousins restés au pays. Sans se targuer, le moins du monde, de sa situation d'employé au Crédit Montréalais, le cousin n'avait jamais cessé de tutoyer le brave Lavigne. Même, il daignait accepter les expéditions de légumes et de fruits qui lui étaient faites, plusieurs fois chaque année. Enfin, le petit Michaud, un gillard de onze ans, qui écrivait déjà comme père et mère, n'avait jamais manqué, au jour de l'an, d'envoyer une belle lettre, toute fleurie, sur laquelle il marquait quantité de gentillesse.

Tant de cordialité avait conquis Lavigne.

Bien plus, une idée ambitieuse avait germé dans sa cervelle.

A la pensée de ce campagnard plus jeune que lui qui, grâce à son instruction, était devenu un monsieur, s'était établi à Montréal, s'y était marié, y avait fait sa position, portait paletot et binocle, il s'était dit:

Pourquoi Toto n'en ferait-il pas autant? Toto était le dernier de ses fils, le Benjamin de ses vieux jours, le chéri de la mère Lavigne. Tous deux s'étaient sentis indignés à l'idée que leur préféré se courberait comme eux sur la glèbe ingrate, qu'il durcirait ses mains mignomes, au contact des lourds instruments de labour, que ses épaules se voûtieraient à porter la hotte, que son teint si frais se hâlerait sous la touche rude du soleil, de la bise et des frimas. Lui, un "habitant"?... Quel sacrilège!...

On avait donc poussé l'enfant aux études. L'instituteur confidant de ces plans grandioses, l'avait particulièrement chauffé. Toto avait brillamment passé son certificat

d'études. Le cousin Michaud qui n'attendait que cela pour lui chercher une place, annonçait sa venue. Tout allait comme sur des roulettes. C'était à croire, qu'une fée bienfaisante avait touché, de sa baguette magique, le front bouclé du dernier-né des Lavigne.

A grand renfort de coups de fouet et de "Hue, Cocotte!"... les Michaud arrivèrent à la maison. Le cousin était sanglé dans une redingote qui lui pipait bien la taille; la cousine avait arboré un chapeau garni d'un oiseau exotique et une robe de laine qui paraissait toute neuve. Leur Jacquinet était gentil à croquer, avec son bérêt et son costume de marin.

— Le père François?

— Mort... il y a deux ans, aux prunes...

— En voilà un qui se piquait le nez?...

— C'était le cas de dire: il était cuit!...

— Et Jules Lamoureux, mon copain d'école?

— Il a huit enfants...

— Huit enfants!... s'exclamait Michaud.

— Même qu'il n'a pas de chance; son petit dernier est toujours malade...

— C'est bien fait!... déclarait péremptoirement la cousine, est-ce qu'on a huit enfants!...

— Dame!... avait fait Lavigne, d'un ton de quelqu'un qui n'a pas compris.

Il n'était que cinq heures. La mère Lavigne, ayant bruyamment embrassé les Montréalais, et s'étant convenablement extasiée sur la bonne mine de Jacquinet, déclara que son dîner n'était pas encore à point. Or, le civet, chacun sait ça, n'aime pas à être brusqué.

— Si on faisait un tour?... proposa Michaud.

— C'est ça!... allons voir les champs. Et l'on partit.

Dans son orgueil de paysan, Lavigne fit les honneurs de toutes ses propriétés. Par malheur, ses pièces de terre étaient loin de se tenir. Les Michaud durent contempler successivement, un certain nombre de champs, dans lesquels on n'apercevait que des échafas plus ou moins éloignés les uns des autres; avec une conviction d'être un meilleur sort, le brave homme leur expliquait qu'ici c'était des "Saint-Laurent", là des "Fameuses", ici, le terrain n'était pas de première; ici, au contraire, c'était une terre légère, presque sablonneuse; jadis, il n'y poussait rien de bon. Lavigne avait eu l'idée d'y planter des pommes-pêches.

En suite de quoi, on allait se diriger vers la demeure de l'aîné des fils Lavigne, laquelle s'apercevait à un demi mille de là, quand la cousine s'écria, un peu aigrement:

— Dites donc, je n'en peux plus!

— Pas possible! fit le paysan tout saisi.

— Moi non plus!... flûta Jacquinet.

— Le fait est, dit Michaud, que vous nous faites marcher d'un pas!...

Lavigne rebroussa chemin, étonné qu'on fût fatigué pour si peu. Lui qui faisait, chaque jour, le même trajet, cinq et six fois, se demandait si les cousins voulaient rire, et les regarda, pour voir s'ils parlaient sérieusement. C'est alors qu'il remarqua, pour la première fois, que Michaud avait les joues un peu creuses, que sa femme était toute maigriotte et que Jacquinet toussait, par instants, d'une façon inquiétante:

— C'est une enroussure qu'il a?... demanda-t-il.

— Mais non! il est toujours ainsi. C'est

le manque d'air...

— Il ne se promène donc pas?...

— Et où voulez-vous qu'il aille?... dit Michaud, en riant, nous sommes à un quart d'heure du parc Monceau. Sa mère n'a pas le temps de l'y mener. D'ailleurs, il y fait tout aussi chaud que chez nous...

— C'est donc ça!... conclut Lavigne.

— Allons donc!... Allons donc!... faisait la mère Lavigne, qui agita son tablier, sur le pas de sa porte, comme un signe de raillement.

— Nous voilà!... lui répondit la cousine, d'un ton de voix si fluet que la mère Lavigne crut qu'elle éternuait:

— Vous vous serez enrhumé! dit-elle. A cette heure, le fond de l'air est frais. Venez manger la soupe!...

Quand Lavigne et sa femme, après avoir souhaité le bonjour aux cousins, se couchèrent côte à côte, dans leur grand lit à rideaux bleus, ils échangèrent leurs impressions.

— C'est égal dit la paysanne, la cousine a une fichue mine.

— Ça n'a pas plus de force qu'un poulet!

— Et le cousin, comme il a changé!

— Tout à l'heure il a voulu donner deux coups de marre, il était tout en sueur...

— C'est pas comme défunt son père...

— Lui qui a vécu jusqu'à nonante ans...

— Et qui, la veille de sa mort, est encore allé dans ses pommiers...

— Et leur petit... Il est acamanté...

— Ça n'a pas de dedans...

— Il ne se fera pas vivre...

— As-tu vu comme il grignotait du bout des dents?...

— Paraît qu'il manque d'air à Montréal...

Après cette réflexion, un silence lourd tomba du ciel de lit... les deux époux méditaient lentement, et, chacun de son côté, se désaient avec effroi:

— "Mon Toto!... est-ce que mon Toto, des fois, ne deviendrait pas comme ça?..."

Le lendemain, après déjeuner, le cousin Michaud mit les coudes sur la table, et, ayant allumé une cigarette, se prit à dire d'un ton augural:

— C'est pas tout ça, j'ai trouvé une place magnifique pour Toto!...

— Mon Dieu!... fit Lavigne, en cherchant un peu ses mots, on ne vous en remercie pas moins...

— Comment? s'écria Michaud, tout surpris, vous le gardez!...

— C'est quasiment notre idée... pas vrai, la mère?...

A quoi la paysanne répondit de son ton le plus sec:

— Quoi qu'vous m'lez?... ..

L'Idéal Catholique

Révolution et Conversion

L'ÉGLISE ne ferme devant les syndicats aucune voie, si ce n'est celles où l'on s'engage par l'injustice. Elle opposerait, par conséquent, son veto à une expropriation sans indemnité, qui frustrerait les détenteurs actuels du capital de leur droit sur un bien légitimement acquis. Au surplus, elle juge avec défaveur la

tendance à la nationalisation de la richesse. Car elle a souci de la dignité de l'homme, de sa vie de famille, de sa liberté de conscience, et elle craint qu'une concentration abusive entre les mains de la collectivité ne tourne au détriment de ces biens, sans profit même pour la fortune publique. Le rôle de l'Etat est, à son sens, de mettre la personne humaine en valeur, non en tutelle.

Mais elle ne décourage aucune tentative honnête de participation ouvrière à la gestion ou à la possession des entreprises. Des travailleurs poursuivent le rêve — la chimère, dira quelqu'un — d'un régime où ils possèderaient eux-mêmes leurs instruments de travail. Si ce régime est économiquement viable, ce n'est pas elle qui, au nom de son Credo, lui jettera l'anathème. De tout ce qu'il y a de réalisable en un tel projet, elle se flatte, au contraire, d'être l'artisan le plus utile. Car, en ces sortes de propriété collective, le stimulant de l'intérêt personnel, étant amoindri, doit être compensé par le goût d'une solidarité plus large, et nul n'opère mieux qu'elle cet élargissement fraternel des cœurs. Elle le pratique excellentement chez ses religieux, où la communauté des âmes y est portée à sa perfection.

C'est en vivant de sa doctrine, non en la répudiant, que les hommes deviendraient aptes à s'engager dans la voie de leur audacieux désir. Seules les vertus qu'elle leur prêché provoqueraient l'élan nécessaire pour les soulever si haut. Son action spirituelle est l'auxiliaire indispensable de leur élévation sociale.

Le développement même des associations professionnelles exige un esprit de sacrifice que nul n'enfante comme elle. L'égoïsme collectif reste toujours une faiblesse: il n'y a que le dévouement mutuel qui constitue une vraie force syndicale. Une coalition de colères peut suffire pour combattre quelqu'un. Mais pour construire quelque chose, pour promouvoir une forme nouvelle de production, surtout cette forme coopérative d'un agencement si délicat, il faut, dans les groupements ouvriers, une cohésion plus profonde, qui ne s'obtient que par le don sincère des cœurs à l'œuvre commune, une formation personnelle qui maîtrise les instincts de cupidité, de jalousie, d'indiscipline, néfastes à l'entreprise rêvée. Cette amélioration intime, condition préalable de la transformation économique elle-même, quelle philosophie laïque opérera aussi bien que la loi divine du désintéressement et de la charité évangélique?

Il n'est pas une des espérances populaires qui ne bénéficierait d'un progrès de ces vertus chrétiennes. La plupart des obstacles aux réformes démocratiques disparaîtraient du seul fait de cette réforme intérieure des individus. Le détachement des biens de ce monde diminuerait la résistance des privilégiés aux demandes qui sont justes et aux évolutions qui sont légitimes, en faveur de leurs frères moins favorisés. La journée de huit heures et la semaine anglaise auraient été plus facilement

acceptées de tous, si l'application scientifique au travail avait garanti que cette réduction des heures de présence à l'atelier ne serait pas un préjudice grave à la production et si un usage sérieux de ces loisirs en avait fait un gain pour la vie familiale. La participation des travailleurs manuels aux responsabilités et aux bénéfices de l'industrie se généraliserait bientôt si leur valeur intellectuelle et morale les rendait de plus en plus capables. Rien qu'en supprimant les dépenses et les tares de l'alcoolisme, l'esprit d'épargne favoriserait puissamment l'acquisition progressive, par les syndicats, d'actions dans leurs entreprises. Chaque perfectionnement moral rendrait possible un nouveau relèvement de leur niveau social.

La vraie difficulté à résoudre est donc au-dedans de nous. On entretient dans une erreur funeste le prolétariat en lui représentant qu'il suffit, pour parvenir aux destinées qu'il convoite, de s'attaquer aux dirigeants d'aujourd'hui et de renverser l'ordre de choses actuel, sans qu'il ait besoin de s'en prendre à lui-même, de se modifier, de se corriger, lui, tout d'abord.

Tant qu'il restera animé des mêmes passions, exposé aux mêmes faiblesses, il demeurera voué à la même impuissance. Grisé d'irréalisables promesses; retombant chaque fois du haut de ses rêves dans l'abîme de ses déceptions, il se retrouverait, au lendemain du "grand soir", avec ses souffrances toujours aussi pénibles et aussi incurables, que cette nouvelle faillite n'aurait fait qu'aggraver, comme le malade qui se débat sur son lit de douleur et par cette agitation malheureuse sent sa fièvre le brûler davantage au lieu de trouver son soulagement.

Le problème de notre avenir meilleur s'enracine en nos consciences. Mettre tout notre espoir dans une simple transformation de la propriété ou de la société, c'est nous leurrer, c'est duper les autres. La transformation dont le monde a besoin est plus profonde, plus difficile: il s'agit de transformer l'âme humaine.

C'est la grandeur de la destinée de l'homme qu'il ne conquiert son bonheur qu'au prix d'un effort courageux sur soi. Jamais on ne le rendra plus heureux s'il ne s'y prête lui-même en devenant plus vertueux. Il ne changera la face de la terre qu'en changeant le fond de sa conscience. Une révolution n'y ferait pas grand-chose. Il a besoin d'une conversion.

Qu'au lieu de cette préférence égoïste qui le porte naturellement à tout ramener à lui, on réussisse à lui communiquer une impulsion courageuse vers le bien de ses semblables: des perspectives merveilleuses de concorde, de prospérité, d'universelle allégresse s'ouvriraient aussitôt devant lui. Mais qui réalisera ce prodige? Qui s'emparera de nos cœurs pour renverser le sens de leurs battements? Quelqu'un y travaille depuis dix-neuf siècles et ne cesse d'y réussir en des millions de poitrines: Jésus-Christ...

Abbé Thellier de Poncheville.

L'Idéal Catholique

Un conseil de Pie X à méditer

"C'est un fait qu'aujourd'hui le peuple chrétien est trompé, enpoisonné, perdu par les journaux im-

pies. En vain vous bâtirez des églises, vous prêcherez des missions, vous fonderiez des écoles, toutes vos bonnes oeuvres, tous vos efforts seraient détruits si vous ne saviez manier en même temps l'arme défensive et offensive de la presse catholique, loyale, sincère."—S. S. PIE X.

NOTE IMPORTANTE

Pour cesser de recevoir la Croix, il faut renoncer formellement à son abonnement. Il ne suffit pas de refuser un numéro qui arrive par la poste ou qui souvent n'arrive pas. Il faut donner avis à l'administration de la Croix, verbalement ou par écrit.

Ce qu'il ne faut pas oublier

"Ceux qui écrivent et répandent des journaux et publications, qu'anime l'esprit catholique, méritent bien de la religion et de l'Eglise" LEON XIII.

— 0 —
Votre contribution à la "CROIX" est-elle payée?

L'IDÉAL CATHOLIQUE

Grandement revue illustrée paraissant le 15 de chaque mois

Très attrayante et très instructive

Littérature irréprochable

ABONNEMENT: 1 an, \$3.00

ADRESSE:

L'IDÉAL CATHOLIQUE

45 rue Saint-Gabriel, Montréal.

— SUR LA

Question de la Guerre

comme sur toutes les autres questions

La "Croix" s'inspire

A ROME

Et se documente aux

Meilleures sources d'information.

Haute Qualité

Bas Prix

LES FOURRURES

SONT MAINTENANT UNE NÉCESSITÉ

Nos manteaux, pélerines, tuniques, mantes et parures de printemps possèdent le charme d'une particulière distinction.

L'élégance des fourrures Desjardins est plus caractérisée et plus prenante que jamais dans nos nouveaux modèles avancés-coureurs des modes d'hiver.

Nos prix sont plus bas que vous n'osiez l'espérer. Cela est dû à la prévoyance qui nous a fait emmagasiner, longtemps à l'avance, un stock considérable de peaux dont nous pouvons aujourd'hui disposer au grand bénéfice de notre clientèle.

Chas Desjardins & Cie

Limitée

130 RUE SAINT-DENIS

L'Évangile

La XV^e Dimanche après la Pentecôte

Évangile selon S. Luc.

En ce temps-là, Jésus allait dans une ville appelée Naïm, et ses disciples, suivis d'une grande foule de peuple, l'accompagnaient. Comme il approchait de la porte de la ville, il vit qu'on portait un mort en terre: c'était le fils unique d'une veuve, et il y avait avec elle un grand nombre de personnes de la ville. A la vue de cette mère affligée, le Seigneur, touché de compassion, lui dit: Ne pleurez point. Puis, s'étant approché, il toucha le cercueil. Ceux qui le portaient s'arrêtèrent, et il dit: Jeune homme levez-vous, je vous l'ordonne. Aussitôt celui qui était mort se leva et commença à parler; et Jésus le rendit à sa mère. Tous ceux qui étaient présents furent saisis de frayeur, et glorifiaient Dieu en disant: Un grand prophète a paru au milieu de nous, et Dieu a visité son peuple.

Le calendrier de la quinzaine

Dimanche, 5.—XV^e ap. Pentecôte, S. Laurent J.

Lundi, 6.—S. Zacharie; Ste Eve

Mardi, 7.—S. Cloud; Ste Reine.

Mercredi, 8.—Nat. de la B. V. Maria.

Jeudi, 9.—S. Gorgon, m.

Vendredi, 10.—S. Nicolas de Tolentino.

Samedi, 11.—SS. Prote et Hyacinthe, mm.

Dimanche, 12.—XVI^e ap. Pent. S. N. de M.; Sol. de la Nat.

Lundi, 13.—S. Aimé, év.

Mardi, 14.—Exalt. de la S. Croix.

Mercredi, 15.—Q. Temps. N. D. des Sept Douleurs.

Jeudi, 16.—SS. Corneille et Cyprien mm.

Vendredi, 17.—Q. Temps. Les Stigmates de S. François.

Samedi, 18.—Q. Temps. S. J. de Cup.

Lloyd George et la Pologne

Lloyd George a fait un grand discours aux Communes anglaises pour expliquer l'attitude de l'Angleterre à l'égard de la Pologne.

Il est évident que le premier ministre britannique n'entend pas modifier l'attitude qu'il a adoptée dès le début de 1919, lorsque le projet de Prinkip fut formulé: les événements qui ont tous tourné au profit des bolchévistes n'ont exercé aucune action sur sa pensée. Il a surtout eu en vue, dans son dernier discours, de justifier ses méthodes, d'obtenir l'approbation des divers partis, de satisfaire les travaillistes sans mécontenter les nationalistes, bref de fortifier sa position ministérielle. Comme manœuvre parlementaire, il est incomparable, et il paraît avoir brillamment réussi l'opération de politique intérieure qu'il se proposait d'effectuer. Mais le fait même que chez lui les préoccupations intérieures semblent l'emporter toujours sur celles qui ont trait à la politique extérieure ne laisse pas d'être un peu troublant. Il est grave que les problèmes relatifs à l'avenir du monde de tout entier soient subordonnés à des considérations de tactique électorale. Cela explique bien des choses dans l'histoire cahotante de l'Europe d'après-guerre, où les politiciens sont plus nombreux que les hommes d'Etat. Cette observation ne s'applique d'ailleurs pas seulement à l'Angleterre.

M. Lloyd George a été très sévère pour la Pologne. A notre avis, il l'a été trop, d'autant plus qu'il n'a pas eu soin de dénoncer en même temps les ambitions et les provocations de ses ennemis. Quant à M. Asquith et à M. Clynes, ils ont dépassé toute mesure dans leur condamnation du gouverne-

ment de Varsovie. Nous ne dissimulerons pas les fautes commises par celui-ci, qui s'est lancé à la légère dans une offensive propre à irriter le sentiment national russe et qui n'a pas été capable ensuite d'organiser la défense du pays. Cela dit, il ne faut pas négliger de faire voir l'autre face du tableau. Sans doute, dans un passage de son discours, M. Lloyd George a plaidé les circonstances atténuantes pour les hommes politiques polonais, qui manquaient d'expérience et qui n'avaient pas eu le temps de reconstituer solidement l'Etat. Mais cela ne suffit pas; il est indispensable de condamner autrement que du bout des lèvres les intrigues et les agressions du bolchévisme. Les Polonais sont coupables d'une erreur politique dont les conséquences se font durement sentir par eux; toutefois leur tort est petit en comparaison de ceux de leurs adversaires.

Le militarisme communiste n'a pas cessé de constituer une menace non seulement pour tous ses voisins, mais même pour des Etats fort éloignés. Qu'il préparât un mauvais coup contre la Pologne, cela est très vraisemblable; pour s'en persuader il n'y a qu'à constater quelle est sa manière d'agir partout où il se croit en mesure de pousser sa pointe, par exemple en Arménie, en Géorgie, en Perse. Les Polonais se sont trompés en pensant qu'une offensive en Ukraine était le meilleur moyen de conjurer le péril. Mais les gouvernements alliés n'ont pas le droit de décliner toute responsabilité, car il leur appartenait de donner à la Pologne les garanties qui lui eussent évité les tentations; ils n'ont même pas su lui adresser, quand il le fallait, les avertissements nécessaires. S'ils faisaient aujourd'hui d'elle une sorte de bouc émissaire, ils pourraient être soupçonnés de tout jurer au seul point de vue du succès matériel. Il serait du reste d'une déplorable politique de ménager en paroles les bolchévistes victorieux qui, durant toutes ces semaines de crise, ont fait preuve de la plus insigne mauvaise foi; c'est plus que jamais le moment de montrer ce qui se dissimule derrière cette dictature qui use tour à tour et souvent en même temps de la ruse et de la violence. La flatterie ou la faiblesse n'est pas le bon moyen d'obtenir la paix. Notons encore, sans y insister, que M. Lloyd George a eu un mot malheureux au sujet de la guerre de 1870. Il a donné en exemple la modération du gouvernement de Bismarck qui, en s'emparant de l'Alsace-Lorraine, démembra la France. C'est une erreur à la fois morale et politique.

Ces réserves faites, qui ne sont pas sans importance, on ne saurait critiquer le fond même du discours qui définit bien l'attitude adoptée à Hythe. Il serait absurde de prétendre se substituer aux Polonais dans la défense de leur propre pays; l'action prochaine des Alliés dépendra de ce qui résultera de pourparlers de Minsk. A la fin de la séance des Communes, M. Lloyd George a communiqué les principales conditions formulées par les bolchévistes. Les clauses révélées, à supposer qu'elles soient exactes, sont au point de vue territorial relativement modérées; mais il en est qui peuvent être dangereuses pour l'avenir, notamment celle qui mettrait une des principales lignes de chemin de fer à l'entière disposition de la Russie soviétiste. D'autre part, la Pologne devrait désarmer et livrer la majeure partie de son matériel de guerre aux bolchévistes, qui eux ne prendraient aucun engagement relatif à une limitation de leurs forces militaires. Ainsi l'Orient de l'Europe serait de plus en plus abandonné à l'influence du militarisme rouge. Ce n'est pas une perspective rassurante.

L'accord entre la France et l'Angleterre, continué donc à se faire sur les formules beaucoup plus que sur les réalités: il y a là une cause périlleuse de frottements. La mesure que vient de prendre le gouvernement français au sujet de la reconnaissance du gouvernement Wrangel révèle ces divergences persistantes: on adopte un programme commun, mais on l'interprète différemment. Jusqu'où cela ira-t-il?

Les conditions de paix des Soviets

Voici le texte des conditions de paix faites par le gouvernement des Soviets à la Pologne et que M. Lloyd George a lu aux Communes anglaises après en avoir reçu communication de Kamenev.

En lui faisant tenir, ce dernier a fait observer au premier ministre que ces conditions seraient complétées par des détails secondaires:

1. Les effectifs de l'armée polonaise seront réduits à un contingent annuel allant jusqu'à 50,000 hommes et les services de commandement et de l'administration de l'armée à un total de 10,000 hommes;

2. La démobilisation aura lieu dans l'espace d'un mois;

3. Toutes les armes en surplus du nécessaire aux besoins de l'armée en service ainsi que pour la milice civique devront être remises à la Russie des Soviets;

4. Toutes les industries de guerre seront démobilisées;

5. On ne permettra ni à des troupes ni à du matériel de guerre de venir de l'étranger;

6. On donnera à la Russie des facilités pour le transit commercial à destination de la Baltique, sans qu'aucune entrave y soit apportée;

7. On donnera gratuitement de la terres aux familles des soldats tués pendant la guerre.

D'autre part:

1. Parallèlement à la démobilisation, on retirera du front polonais les troupes russes et ukrainiennes;

2. Ces opérations une fois terminées, le nombre des troupes russes sur la ligne de la frontière russe sera considérablement réduit et fixé à un chiffre à convenir.

3. La ligne d'armistice sera la statu quo et elle n'ira pas plus loin à l'Est que la ligne indiquée le 20 juillet dans la note de Lord Curzon; l'armée polonaise se retirera à une distance de 50 verstes de cette ligne et la zone intermédiaire sera neutre;

4. Enfin, la frontière de l'Etat indépendant de Pologne sera, d'une manière générale, identique à celle indiquée le 20 juillet dans la note de Lord Curzon, mais un territoire additionnel sera donné à la Pologne.

L'ACADEMIE BELGE

On annonce la création d'une Académie des belles-lettres de Belgique. M. Jules Destrée, ministre des sciences et des arts, vient d'arrêter les grandes lignes de sa constitution.

La nouvelle Académie se composera de trente membres. Vingt seront choisis parmi les écrivains d'imagination dix parmi les philologues.

Les premiers membres de l'Académie seront les titulaires des prix triennaux de littérature, à savoir: MM. Maurice Maeterlinck, Ivan Gilkin, Fernand Severin, Gustave Van Dye, Henri Carton de Wiart, Albert Giraud, Hubert Krains, Albert Mockel, George Eckhoud, Paul Spaak.

M. Edmond Picard s'est récusé.

Ces académiciens désigneront leurs collègues.

Des membres correspondants seront désignés dans tous les pays de langue française.

L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE

Le parti majoritaire des socialistes d'Allemagne a voté la résolution suivante:

"Le parti est partisan de la stricte neutralité dans la guerre russo-polonaise; mais il proteste, d'autre part, de la manière la plus énergique, contre les efforts des communistes allemands à soutenir énergiquement les bolchévistes russes, introduire en Allemagne la dictature des Conseils et, avec l'aide des bolchévistes, commencer une nouvelle guerre contre l'Entente. C'est ce que désire aussi une partie des nationalistes.

"Le devoir du prolétariat international est de travailler à amener une paix qui assure la complète indépendance de la Pologne et de la Russie et qui permette à la Russie de renouer des relations pacifiques et économiques avec l'Allemagne et les autres peuples."

Cette résolution infirmerait la rumeur que l'Allemagne aurait conclu un accord secret avec la Russie contre la Pologne.

Notre contribution à la "CROIX" est-elle payée?

LA PREMIERE COMMUNION D'UN PETIT ARABE

APRES UNE épidémie de choléra qui fit en Algérie un grand nombre de victimes, le cardinal Lavignerie avait adopté de pauvres enfants indigènes devenus orphelins à la suite de ce fléau.

Il obtint auprès de ces enfants, au point de vue religieux, des résultats considérables que fait ressortir le trait suivant rapporté ainsi par Mgr Lavignerie lui-même:

Un de nos orphelins, âgé d'une douzaine d'années, tomba gravement malade. On le mit au lit, et bientôt son pauvre petit corps ne fut qu'une plaie.

Les Sœurs de Saint-Joseph, qui le soignaient, admiraient sa douceur, et un jour que j'allais, suivant ma coutume, visiter nos malades, elles me le firent remarquer.

Je m'approchai de son lit. Il me prit le bras pour m'attirer et me faire baisser vers lui, car sa voix était déjà bien faible.

—Père, me dit-il, en mettant sa main sur sa poitrine, je suis tout noir là-dedans.

—Que veux-tu dire par là, mon enfant?

—C'est que mon cœur est noir parce que je ne suis pas l'enfant de Dieu. Je veux que tu me donnes l'eau.

—De quelle eau parles-tu?

—Du baptême, qui fait l'âme blanche devant Dieu, et on va au ciel.

Et, en disant cela, il fixait sur moi ses yeux suppliants, et portait sa main à ses lèvres.

—Puisque tu le veux, lui dis-je, je vais t'envoyer le Père, qui t'instruira mieux encore et qui ensuite te baptisera.

Il reçut en effet le baptême avec les sentiments d'un prédestiné.

Lorsque je retournai, le surlendemain, et que je lui demandai:

—Eh bien, tu es baptisé?

—Oui, Père, me répondit-il; mais, à présent, je voudrais le Pain de Dieu.

—C'est la Sainte Communion, me dit la Sœur. Le Père lui en a parlé, et il la demande à chaque instant.

—Qu'est-ce que le Pain de Dieu? dis-je à l'enfant.

—Père, c'est le Sidna-Issa (le Seigneur Jésus).

Je consentis sans peine, comme on le pense, à satisfaire ce pieux désir.

Quelques jours après, comme le malade s'affaissait de plus en plus, le Père qui l'avait baptisé lui porta la Sainte Eucharistie. Il se passa alors dans cet enfant quelque chose d'extraordinaire et de surnaturel dont les témoins ne parlaient qu'avec étonnement.

A la vue de la Sainte Hostie, le visage de ce petit Arabe, encore presque sauvage et mourant de la plus affreuse des maladies, rayonna des clartés de la foi et de l'amour. C'était comme une lumière qui venait de l'âme et qui transfigurait ses traits. Il tendit ses petits bras amaigris hors de son lit vers l'Hostie divine qui le visitait, et lorsque celui-ci fut descendu sur ses lèvres, il demeura comme en extase, fixant le ciel.

Tout le monde autour de lui, Sœurs, prêtres, enfants, infidèles, regardaient avec respect, au milieu de leurs larmes, ce spectacle sublime dans sa simplicité.

J'arrivai quelques moments après.

Du plus loin qu'ils me virent, tous les enfants de l'infirmerie s'élançèrent à ma rencontre.

—Oh! me dirent-ils en m'entourant, nous voulons tous le baptême, comme Géronimo.

C'était le nom qu'avait pris, par un touchant souvenir du premier martyr arabe, notre petit néophyte.

Sa mort devenait un apostolat.

Je m'approchai de son lit. En effet, sa figure était vraiment transfigurée.

—Je vais au ciel voir Jésus, me dit-il.

Peu après, il expira.

CHOSSES ET AUTRES

S.E. le Cardinal Bégin a obtenu de Sa Sainteté des distinctions honorifiques pour plusieurs de ses dévoués collaborateurs. Ont été nommés Prélats de la Maison du Pape M^r. les chanoines C. Arsenault, procureur de l'Archevêché de Québec et David Gosselin, curé de Charlesbourg, et M. l'abbé J.-H. Bouffard, curé de St-Malo.

L'accord militaire franco-belge a occasionné une crise ministérielle en Belgique. Cependant, ce traité a été signé. M. Hymans a donné sa démission.

M. Pierre Georges Roy a été nommé archiviste du gouvernement de la province de Québec.

Le R.P. Camille Van de Sienne, C. S. S. R., provincial de Belgique et visiteur de la province de Sainte-Anne de Beaupré, à laquelle est rattaché le monastère de Sainte-Anne-des-Chênes, est arrivé au Canada. Il se rend dans l'Ouest, Man., visiter aussi la vice-province rédemptoriste rathène qui relève de la province de Belgique.

La loi du Jeune et les femmes quinquagénaires

C'était, avant le Code canonique, une opinion solidement probable que les femmes, à partir de cinquante ans, étaient, par le fait de leur âge, exemptes de la loi du jeûne. On fonda cette exemption sur une présomption générale de caducité, présomption que contestait du reste la médecine pastorale. Cf. Eschbach, Disput. physiologico-théologique, p. 51.

Le canon 1254 astreint maintenant au jeûne, en termes explicites, tous les fidèles de vingt-un ans révolus à soixante ans commencés. Les femmes sont clairement comprises dans cette formule; et avec Vermersch et Torres Laguna, le P. del Castillo estime que l'ancienne opinion a perdu sa probabilité.

Restera à examiner, dans chaque cas particulier, si des raisons spéciales, qui pourront se présenter plus fréquemment pour des personnes âgées, n'excellent pas tel ou tel sujet.

Avez-vous payé votre abonnement à la CROIX?

LE JARDIN DE SHAKESPEARE

La Nouvelle Revue donne d'intéressants renseignements sur les travaux du Comité qui s'est fondé pour garnir à Stratford-sur-Avon le grand jardin de Shakespeare d'arbustes et de plantes que le poète eût aimés. L'appel du Comité a donné des résultats qui dépassent l'espoir des organisateurs, et on est en mesure de reconstituer un jardin du temps d'Elizabeth. Mais dès les premiers travaux on a eu l'émotion d'une découverte qui a fourni un nouvel aliment à la controverse dont la personne et l'œuvre de Shakespeare, continuent d'être l'objet. La Nouvelle Revue expose l'incident:

"En préparant l'emplacement du jardin qui va décorer New Place, on

trouva à deux mètres de profondeur les murs d'une grande pièce. Aussitôt les Shakespeariens d'espérer, les Baconiens de s'émouvoir, les partisans de Rutland et autres de concevoir une nouvelle espérance. On a vécu à Stratford-sur-Avon quelques jours d'émotion. Les murs ont paru anciens. Les briques dont ils sont faits sont semblables à celles employées du temps des Tudors. Quelques jours plus tard, on découvrit les os d'un animal de taille moyenne. Des Shakespeariens d'imagination ardente avancèrent que c'était peut-être le squelette d'un daim volé par Shakespeare dans le parc de Charleotte appartenant à Sir Thomas Lucy. On examina attentivement les os, et toutes les suppositions romantiques s'évanouirent. Les os étaient ceux d'un porc et datent sans doute de la fin du dix-huitième siècle. On a trouvé quelques débris de verre. Eux aussi n'ont rien d'historique. Néanmoins les archéologues ont surveillé avec attention tous les travaux, mais rien n'a été mis à jour qui puisse servir à rendre plus précise la mystérieuse biographie du poète Shakespeare."

L'œuvre du bon journal recommandée par Pie X et Benoît XV

Notre Saint Père le Pape Benoît XV écrivait, le 6 mai 1916: «Le peuple chrétien, toujours résolument large pour toutes les initiatives qui intéressent le salut des âmes, ne fera pas attendre sa généreuse contribution à l'œuvre de la bonne presse, dès qu'il aura été éclairé sur la souveraine nécessité de cette œuvre et qu'il aura appris à la regarder comme la noble protectrice de ses intérêts»

«Mettre les œuvres de presse de côté, disait le saint et clairvoyant Pie X, c'est se condamner à n'avoir aucune action sur le peuple et ne rien comprendre au caractère de son temps.»

Avez-vous payé votre contribution à la CROIX?

Décisions judiciaires concernant les journaux

1. Toute personne qui retire régulièrement un journal du bureau de poste, qu'elle y ait souscrit ou non, que ce journal soit adressé à son nom ou à celui d'un autre, est responsable du paiement.

2. Toute personne qui renvoie un journal est tenue de payer tous les arrérages qu'elle doit sur son abonnement, autrement l'éditeur peut continuer à le lui envoyer jusqu'au moment du paiement, qu'elle ait retiré ou non le journal du bureau de poste.

3. Tout abonné peut être poursuivi pour abonnement dans le district où le journal se publie, lors même qu'il demeurerait à des centaines de lieues de cet endroit.

4.—Les tribunaux ont décidé que le fait de retirer un journal du bureau de poste, de changer de résidence et de laisser accumuler les numéros, à l'ancienne adresse, constitue une preuve prima facie d'intention de fraude.

Avez-vous payé votre abonnement à la CROIX?